

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE 1969

SECTION D'ECONOMIE-DEMOGRAPHIE

- Rappel du thème de recherche
- Activités de terrain
- Rapport scientifique proprement dit : Problématique, premiers résultats, perspectives et problèmes personnels.

I - RAPPEL DU THEME DE RECHERCHE

Les contenus des thèmes de recherche des économistes de l'ORSTOM affectés au CAMEROUN sont précisés dans un projet de Convention entre le Gouvernement local et l'Office. Le programme N°2 a pour titre : "Les méthodes de planification régionale au CAMEROUN. Le rôle de la région dans le développement".

L'intérêt d'un tel sujet est manifeste pour les deux parties :

- Pour le Ministère du Plan et du Développement puisque les travaux d'élaboration du 3ème Plan Quinquennal (1971-1976) dont la régionalisation sera une des caractéristiques majeures, ont commencé en Août 1969 et doivent prendre fin en 1971.

- Pour l'ORSTOM dont un des programmes définis par le Comité Technique Economie Démographie est : analyse des structures et des processus de la croissance économique dans le cadre d'ensembles socio-économiques de type régional.

Ce thème était déjà développé dans deux pays : MADAGASCAR et COTE D'IVOIRE selon des optiques complémentaires : relation industrialisation -villes- milieu rural et planification régionale. Mais tandis que la recherche était fondée en COTE D'IVOIRE sur des "schémas théoriques et sur des outils comptables nouveaux élaborés à partir du bilan (en particulier des enquêtes lourdes) ... des actions menées précédemment" le travail est, au CAMEROUN, d'abord orienté vers l'action (les méthodes de la planification), et par la suite vers l'analyse.

C'est ainsi que le programme de la Convention distingue deux étapes :

- 1) Position du problème et examen des données : études bibliographiques des travaux théoriques et expérimentaux : inventaire, examen critique et synthèse de la documentation disponible sur les régions ; esquisse d'un schéma théorique d'analyse du développement régional.
- 2) Analyse et expérimentation des méthodes de planification au niveau de la région : analyse des techniques d'intervention économique, (actions de développement, petits projets) ; collecte présentation et circulation de l'information et élaboration de programmes d'action locaux ; bilan régional des actions administratives de planification, rôle et méthodes de l'Aménagement du Territoire dans les processus de planification.

II - LES ACTIVITES DE TERRAIN

N'ayant eu à réaliser "sur le terrain" aucune enquête à caractère statistique, on ne mentionnera ici que le programme des tournées faites au cours de l'année.

Deux périodes doivent être distinguées :

1) De Décembre 1968 à Juillet 1969

Au cours de cette période qui correspond à la première orientation de notre travail (cf. Problématique), les tournées ont été relativement peu fréquentes et avaient pour but, soit une simple prise de contact avec le pays, soit de s'informer sur des travaux ou des expériences en cours ayant trait à la planification régionale :

1er cas : Tournées avec les géographes de l'ORSTOM dans la région Nord (4-8 Décembre 1968), dans la région Ouest (29 Mars 6 Avril 1969).

2ème cas : Mission d'information à l'IPD (Institut Panafricain de Développement) à Douala (20-23 Février), tournée dans la région Est (21-27 Avril) avec l'équipe chargée de la programmation départementale.

2) De Août à Décembre

L'intégration à l'équipe planification régionale de la Direction de la Planification nous a conduit à des sorties plus fréquentes, chacune correspondant à une étape des travaux d'élaboration du 3ème Plan :

- Du 25 Août au 13 Septembre, dans les régions administratives du Nord, CAMEROUN Occidental, Ouest et Littoral : Réunions de prise de contacts avec les autorités administratives, présentation des caractères généraux du 3ème Plan (méthodes et calendriers) séances de travail avec les A.R.D. (Agents Régionaux de Développement).

- Région Ouest (8-16 Octobre) : contrôle des bilans

départementaux.

- Région Ouest (25-30 Octobre) : préparation de la synthèse régionale.

- Région Ouest (4-6 Novembre) : présentation de la synthèse aux membres du CRD (Conseil Régional de Développement).

III - RAPPORT SCIENTIFIQUE

A notre arrivée au CAMEROUN les positions étaient les suivantes :

- Un groupe de personnes préparait les méthodes du 3ème Plan Quinquennal à partir d'une réflexion générale sur les problèmes du développement du pays et sur les conditions et critiques de l'élaboration du 2ème. Ces critiques portaient notamment sur la régionalisation du 2ème Plan, conçue explicitement comme le moyen d'assurer le dialogue entre le niveau national et le niveau régional et de faire progresser les régions attardées.

- L'ORSTOM avait de son côté mené une série de recherches sur l'analyse d'une région mais les résultats méthodologiques de ces enquêtes n'étaient pas encore synthétisés (COTE D'IVOIRE).

Très vite il est apparu qu'il fallait d'abord essayer de délimiter le sujet, le décomposer, se donner un cadre formel de réflexion et ensuite sans doute faire un choix. C'est cette démarche que l'on exposera dans la première partie (problématique). Les résultats présentés ensuite correspondent essentiellement au travail réalisé en collaboration avec les membres de l'équipe régionale. La dernière partie a trait aux perspectives de recherches dans le cadre camerounais compte tenu de certaines observations personnelles.

A) Problématique

La formulation du titre du programme était une indication sur les deux approches possibles :

- La région dans le processus de croissance : analyse des mécanismes de la croissance au niveau de la région, recherches sur le fonctionnement de l'économie dans le cadre territorial régional.
- Rôle de la région dans la politique du développement, particulièrement rôle de la région dans l'action planifiée à la lumière des expériences camerounaises.

L'intérêt porté aux phénomènes spatiaux dans l'analyse de la croissance économique est relativement récent. La première question que l'on pouvait poser était de connaître les motivations de cet intérêt nouveau pour la région. Ici encore, les raisons semblent se situer aux deux niveaux de la science économique et de la politique économique.

a) Sur le plan de la science économique :

- Obligation d'intégrer le facteur espace dans la théorie économique.
- Nécessité d'analyser les phénomènes économiques à un échelon intermédiaire entre la nation et l'agent économique de base (producteur ou consommateur).
- Besoin de répondre à certaines questions motivées par l'observation stricte de la réalité: "Le fait grossier mais solide est celui-ci : la croissance n'apparaît pas partout à la fois ; elle se manifeste en des points ou pôles de croissance avec des intensités variables.

Elle se diffuse par différents canaux et avec des effets terminaux variables pour l'ensemble de l'économie". (F. PERROUX, L'économie du XX^e siècle p. 143.).

b) Sur le plan de la politique économique

- Assurer la participation du plus grand nombre dans un cadre plus restreint que l'ensemble national ; le plan doit être une émanation de la collectivité toute entière.
- Rechercher une meilleure efficacité des politiques de développement : on privilégiera un degré optima de la hierchie des espaces, on incluera les phénomènes spatiaux.
- Mieux cerner les multiples centres de décision.

Dans le cas d'une économie sous-développée ces deux approches régionales doivent avant tout préciser leurs contraintes spécifiques, puis leur domaine propre enfin leur contenu et leurs moyens.

1) Facteurs accentuant ou limitant la validité de l'approche régionale en économie sous développée , particulièrement au CAMEROUN

a) Raisons qui accentuent la valeur de cette approche.

- Sur le plan de l'analyse économique :
 - Les régions y ont souvent une réelle cohérence et une grande stabilité tant sur le plan purement économique (types de production, degré de monétarisation) que sur le plan ethnique, social ou écologique, les facteurs naturels étant plus importants dans une économie non industrialisée.

- Les inégalités entre les régions sont souvent profondes (inégalités du peuplement, des niveaux de vie, des équipements), l'analyse devra tenir compte de ces disparités.
- Il apparaît des pôles ou axes de développement dont les localisations, structures et fonctionnement sont spécifiques.
- Sur le plan de la politique économique :
 - Les préoccupations politiques sont souvent identiques dans les pays neufs : renforcement de l'unité nationale, consultation et participation de tous à l'effort national.
 - Si la recherche d'une efficacité plus grande est une des raisons générales de la prise en considération de l'espace régional, ce but est plus évident encore en économie sous développée : réalisme des propositions, meilleure connaissance des réalités locales, intégration plus sûre des facteurs humains, économiques et physiques, niveau de rencontre entre l'initiative des organismes nationaux et les dynamismes de la base.
 - La régionalisation permet de former et d'informer les responsables locaux.

b) Facteurs limitants

- Au niveau de l'analyse économique
 - La taille trop réduite de certaines régions limite l'intérêt du travail de l'économiste mais favorise peut être le géographe (régions homogènes). Au niveau régional, on rencontre peu ou pas de centre polarisateur, par contre il peut exister une ou deux métropoles dont l'attraction se fait sentir sur plusieurs régions.

- Au niveau régional, les facteurs extérieurs sont primordiaux, or il est souvent difficile d'appréhender ces flux.
- Les disparités profondes entre certaines régions d'un même pays, entre régions de pays différents rendent particulièrement difficile la validité d'un schéma d'analyse qui ne serait pas trop théorique.
- N'est-il pas vain de chercher à définir les régions dans des pays en pleine évolution, où une seule grande opération peut modifier totalement les structures et les flux économiques ?
- Au niveau de la planification économique
 - Les dirigeants des pays en voie de développement ont souvent pour préoccupation majeure l'unité politique. Si la régionalisation apparaît comme un moyen d'affirmer cette unité, elle se heurte souvent à une vigoureuse centralisation administrative et à une volonté de limiter les initiatives locales. Les décisions importantes pour l'avenir économique du pays, la quasi-totalité des gros investissements (opérations-clés ou opérations stratégiques dans la terminologie du 3ème Plan) dépendent exclusivement du niveau national.
 - Les moyens locaux sont faibles, tant en numéraire qu'en cadres suffisamment formés.
 - Au niveau régional, les considérations d'ordre politique (phénomènes micro-politiques) l'emporte souvent sur les conclusions des techniciens.

- Il faut rappeler enfin la prépondérance dans les pays sous-développés, du facteur extérieur dans tous les phénomènes économiques : la région ne dispose pas de moyens d'influer sur les relations avec l'étranger.

2) Analyse régionale, régionalisation, planification régionale, aménagement du territoire : domaines respectifs.

Sur le plan des concepts et de la terminologie, on peut se demander si les longues discussions qui ont marqué la prise de conscience en EUROPE, de l'importance des phénomènes spatiaux dans la politique de développement ne finissent pas par être un peu vaines.

Aménagement du territoire, régionalisation, planification régionale, développement économique régional ne sont-ils pas des termes dont les contenus se chevauchent et ne pourrait-on se donner les bases suivantes :

- L'objectif à atteindre est d'atténuer les disparités régionales, c'est-à-dire de mettre en valeur les régions attardées, de réanimer les parties du territoire national en déclin, de contrôler et d'orienter la croissance des régions dynamiques.
- Cet objectif ne peut être atteint que par une politique volontariste, émanation de la collectivité entière.

Toute politique de développement régional doit non seulement être déterminée en collaboration étroite entre les autorités centrales et les forces économiques et sociales du pays, mais aussi être envisagée comme un élément de la politique économique nationale, en intégration complète avec le développement économique national.

- Une politique recherchant la contribution optimale de chaque région à la croissance du produit national n'implique jamais un développement uniforme de toutes les unités territoriales du pays, cependant qu'une **analyse rigoureuse** des économies régionales doit toujours précéder toute orientation du développement régional.

Pourtant même si ces propositions sont admises, la façon d'aborder les problèmes des disparités régionales de développement peut sensiblement différer selon les points de vue : ce sont ces approches particulières qui conduisent à distinguer notamment : analyse régionale, régionalisation, planification régionale, aménagement du territoire.

L'analyse régionale est une recherche sur l'explication des mécanismes de fonctionnement et d'évolution de l'économie régionale à partir d'une étude des structures économiques. Dans le processus classique l'analyse régionale précède la planification régionale puisqu'elle a pour but d'éclairer le planificateur sur l'organisation spatiale et la stratégie de la croissance à adopter, sur les limites et les effets probables des opérations de développement.

La planification spatiale est une planification où les préoccupations spatiales (localisations, armatures urbaines, axes...) l'emportent sur les points de vue sectoriels, mais elle peut être aussi bien nationale que régionale. Dire que la planification régionale est une programmation sectorielle dans un cadre régional n'apporte rien quant à sa spécificité par rapport à la planification nationale.

Nous définirons la régionalisation (d'un plan) comme la prise en considération de l'échelon régional lors de l'élaboration et de l'exécution d'un plan national. Cette

participation de l'entité région au plan se traduira par l'élaboration de programmes de développement à moyen terme : les plans régionaux, mais le terme de régionalisation évoquera plus le processus général et les méthodes de planification, c'est-à-dire les techniques et moyens mis en oeuvre pour une programmation à un échelon inférieur à l'échelon national lors de la préparation du plan.

La planification économique régionale comprend la régionalisation, mais la dépasse : si les fondements de la régionalisation de la planification régionale ou même de l'aménagement du territoire restent les mêmes, à savoir : prise en considération du facteur spatial, recherche d'une meilleure efficacité, nécessité d'une participation à tous les niveaux, on peut néanmoins dire que l'optique planification régionale, insiste sur les deux premiers thèmes tandis que dans l'optique régionalisation, participation et efficacité accrue seraient les facteurs les plus importants. Ainsi la mise en valeur de telle zone à problèmes particuliers, l'aménagement de telle partie du territoire à vocation spécifique par un programme à moyen terme, sont du domaine de la planification économique régionale, et pas nécessairement de la régionalisation qui n'intervient qu'au cours et dans le processus d'élaboration puis d'exécution d'un plan national.

La définition d'un programme sur une partie du territoire qui ne correspond pas nécessairement à une des régions administratives concernées par la régionalisation du plan national, et la mise en place des moyens de le réaliser, n'est-ce pas de l'aménagement du territoire ? Certes, mais : l'aménagement du territoire est plus que cela : suivant les pays, les auteurs ou les périodes, on désignera par deux termes différents : aménagement du territoire ou planification régionale, une même réalité : la mise en valeur de telle zone,

l'environnement de tel grand projet, telle opération de développement portant sur plusieurs régions-plans. Dans le contenu même des concepts, il y a donc en partie chevauchement entre les deux optiques. Mais l'aménagement du territoire c'est aussi selon l'expression de pierre MASSE la "projection géographique de la société de l'avenir", et à une conception physique ou technique visant à une meilleure exploitation ou à une meilleure mise en valeur des ressources naturelles il faut ajouter une conception de caractère synthétique : l'aménagement du territoire vise à combiner tous les facteurs actuels ou virtuels de l'activité économique de façon à réaliser entre eux la plus grande harmonie possible. Certains thèmes ont été sans doute plus développés que d'autres tels que : réseau des transports, urbanisme, armature urbaine, problèmes énergétiques, cependant l'aménagement du territoire est avant tout une étude prospective et synthétique de la répartition optimale des hommes, des activités, des équipements, à travers un territoire : prospective et synthèse sont spécifiques de l'aménagement du territoire.

Au delà des terminologies l'objectif reste le même : disposer de nouvelles méthodes d'optimisation des politiques de développement.

Après avoir défini analyse régionale et régionalisation il reste à préciser leurs contenus et leurs moyens.

3) Les éléments de l'analyse et de la planification régionales

a) Eléments communs aux deux approches

- La définition de la région

Plusieurs types de régions sont proposés par les différents auteurs, BOUDEVILLE en particulier en retient trois : la région homogène (fondée sur

la similitude des parties constituantes) la région polarisée ("Lieu d'échange de biens et services dont l'intensité interne est supérieure en chaque point à l'intensité externe") la région-plan ("Espace contigu dont les diverses parties relèvent d'une même décision").

L'analyse serait fondée sur la région polarisée, la régionalisation sur la région-plan. En fait cette tendance à hiérarchiser les niveaux comme les étages d'une grande pyramide au sommet de laquelle se trouverait la nation ne tient pas compte de la spécificité des échelons. Chaque niveau se trouve en effet, de par sa taille, sa fonction, sa cohérence, être l'optimum pour elle ou telle activité, tels ou tels travaux et les questions à résoudre sont à chaque fois :

- Détermination des limites de la région (limites administratives, homogénéité par rapport à un ou plusieurs critères, flux de transports, aire de marché, isochromes... etc.).

- Caractère opérationnel de l'aire délimitée .

- Cohérence et traits particuliers du territoire retenu.

- L'information statistique

L'analyse comme l'action planifiée doivent se baser sur une somme d'informations locales qu'il faut mettre en forme, dans une optique purement descriptive dans un premier temps, puis analytique et décisionnelle ensuite.

Dans le cas de l'analyse cette collecte des données doit permettre d'élaborer puis tester un schéma d'analyse, dans le cas de la régionalisation elle servira à établir un diagnostic

puis à définir une stratégie.

b) L'analyse régionale

Le schéma d'analyse régionale a un double but :

- Traduire les mécanismes de fonctionnement du système économique au niveau de la région.
- Etre un instrument de travail adapté aux préoccupations du planificateur (ce qui implique qu'il soit suffisamment proche de la réalité.

En présentant un tel schéma on sera amené à définir un certain nombre de concepts, à élaborer certaines techniques : comptabilité régionale, cartographie, armature urbaine, méthodes d'enquête en milieu urbain..., à préciser les contraintes (administratives, sociologiques, politiques) d'une telle approche. On pourra se baser sur des entités économiques (pôles, régions polarisées), géographiques (régions homogènes) ou administratives (chaque fois intérêts et inconvénients seront mis en lumière).

En suivant la démarche classique on étudiera : structures, système, comportements, fonctionnement puis évolution. Il paraît important de remarquer que le niveau régional est certainement le plus approprié pour réaliser l'intégration des études micro-économiques à caractère sociologique (en particulier d'anthropologie économique) et des travaux économiques au niveau national.

c) La régionalisation

La question fondamentale est la suivante : quel peut être l'apport propre et irremplaçable de l'échelon régional dans le processus de planification .

Il s'agit de définir les fonctions possibles de la région compte tenu de ses moyens.

- La région dans l'élaboration du plan

- Au stade de la collecte des renseignements, on procédera à un inventaire régional, en vue d'établir un diagnostic sur la situation économique et sociale et pour mettre en évidence les problèmes importants.
- Au stade de la détermination des objectifs, le niveau régional semble particulièrement adéquat pour étudier l'environnement et les effets induits des grandes opérations décidées à l'échelon national. On pourra aussi déterminer des objectifs sectoriels régionaux et surtout les moyens locaux à mettre en oeuvre pour atteindre ces objectifs.
- Au stade de la programmation il sera nécessaire d'étudier et de promouvoir un ensemble de projets d'intérêt local, de délimiter des zones prioritaires d'intervention, d'harmoniser les programmes aux moyens, les programmes entre eux.
- Une des fonctions de la régionalisation est aussi de former les responsables locaux à de nouvelles méthodes et de nouveaux instruments de travail, d'animer les populations pendant la période d'élaboration, d'assurer en quelque sorte le relai entre le paysan et la capitale.

Il est donc nécessaire, en partant du cas camerounais, de préciser et définir les moyens disponibles (en hommes, organismes, investissements) et les méthodes (monographie, tableau de bord, fiche de projet, analyse séquentielle pour l'étude des grandes opérations, groupes de travail... etc), en particulier celles permettant l'intégration des programmes régionaux et nationaux.

- La région dans l'exécution du plan

Le niveau régional a pour première fonction la mobilisation des moyens locaux retenus dans la phase précédente. Il faut certainement pour cela lui déléguer quelques compétences, notamment administratives. La mise en oeuvre de structures nouvelles pour favoriser la croissance (organismes de crédit, sociétés de mise en valeur, coopératives...) nécessitera une assistance du niveau national.

L'échelon régional semble enfin le plus qualifié pour contrôler l'exécution du plan pour ce qui est de son domaine : les objectifs et les programmes régionaux. Il faudra donc définir des indicateurs de croissance, un tableau de bord régional, et des moyens d'assurer la bonne exécution du plan.

II - RESULTATS

Deux périodes sont à distinguer : les six premiers mois sont consacrés à divers travaux individuels et à une réflexion sur le rôle de la région dans le développement (schématiquement présentée ci-dessus). Depuis fin Juillet notre intégration dans l'équipe de planification est totale et nous sommes actuellement plus préoccupés du respect de certaines échéances que de réflexions générales.

1) De Décembre à Juillet

- Notre premier souci fut la constitution d'une bibliographie, tant sur le thème général : rôle de la région dans le développement (cette recherche bibliographique a été commencée à Paris

pendant les quelques jours qui ont suivi les examens de licence de sociologie et précédé le départ outre-mer) que sur les régions du CAMEROUN. Une série de notes sur divers ouvrages théoriques ont été rassemblées (1) un fichier par région a été établi ne reprenant que les ouvrages relativement récents d'un quelconque intérêt pour l'élaboration du 3ème Plan. Cette bibliographie régionale a déjà été distribuée à diverses personnes intéressées (Aménagement du Territoire, Service de la planification régionale, géographes ORSTOM).

- De Janvier à Juillet, outre le programme réduit de tournées, notre travail s'est orienté vers la mise en forme de quelques instruments de la régionalisation et vers l'étude critique du 2ème Plan, parallèlement à une réflexion plus générale (problématique)

Les sujets étaient:

- a) Bilan méthodologique de la régionalisation du 2ème Plan.
- b) Mise en forme d'un instrument de collecte des renseignements au niveau départemental
- c) Etude des finances communales
- d) La notion de projet local
- e) Tableaux de bord des économies régionales
- f) Découpage du territoire national en zones homogènes.

(1) Ne pourrait-on envisager, dans le cadre de l'intensification des échanges entre ORSTOM - COTE D'IVOIRE et ORSTOM - CAMEROUN, une diffusion systématique de ces notes de lecture ?

2) Depuis fin Juillet

- Avant l'affectation des 6 chefs de ~~service~~ régional, un séminaire d'une semaine avait pour but de les informer de la méthodologie générale du 3ème Plan et des travaux précis de la phase préparatoire (Juillet-Décembre 1969). Avec les autres membres du service de la planification régionale nous avons participé à ce séminaire et sommes intervenus particulièrement sur les points suivants :
 - Critique du 2ème Plan
 - La notion de région.
Les différents niveaux d'intervention.
 - Le bilan départemental
 - La synthèse régionale.
- La plus grande partie du mois d'Août fut consacrée à des tâches qui sortaient totalement de notre thème de recherche mais que notre position interdisait de refuser (la quasi-totalité des assistants techniques était alors en congé). Un ordre impératif de sortie avant le 30 Août du rapport sur l'exécution du 2ème Plan (2ème année) impliquait une mobilisation générale des effectifs présents. Nous avons rédigé les chapitres concernant l'exécution du plan dans les secteurs suivants : Etudes et recherches générales, Santé publique et Affaires sociales, investissements communaux et investissements -travail (à partir de tableaux déjà établis pour ce dernier secteur)
- Toujours au sein de l'équipe régionale une série de tournées furent ensuite effectuées pour prendre contact avec les responsables régionaux et départementaux (dans 5 des 6 régions administratives), leur présenter le 3ème Plan et former les agents régionaux de développement (ARD : représentants du Ministère du Plan au niveau départemental) aux techniques retenues.

A partir de Septembre les 6 régions furent réparties entre les différents membre du service, nous avons choisi l'Ouest pour l'intérêt exceptionnel que présentent ses populations sur le plan du dynamisme économique. Les tournées qui ont suivi avaient pour but le contrôle des fiches des bilans départementaux de la région et du diagnostic qui en résultait.

En effet, le schéma de travail retenu de Juillet à Décembre (phase dite "préparatoire") était, en ce qui concerne la régionalisation, le suivant :

- A la date limite du 15 Octobre les A.R.D. des 39 départements du CAMEROUN devaient avoir établi un bilan de la situation économique de leurs départements au moyen de fiches élaborées à YAOUNDE. Après avoir rassemblé et regroupé ces informations de base dans ces fiches (divisées en une partie chiffrée, une partie qualitative), ils devaient présenter un diagnostic (partie analytique) faisant ressortir les quelques problèmes fondamentaux du département. Ce document était ensuite présenté et approuvé par l'organisme consultatif local : le comité départemental de développement (C.D.D.).

- Pour le 15 Novembre, les 6 régions devaient produire un rapport appelé "synthèse régionale" et élaboré à partir des bilans départementaux et des réunions avec les chefs de services techniques régionaux. Ce document avait le contenu suivant : bilan -diagnostic de la situation économique de la région, présentation des quatre ou cinq problèmes fondamentaux et opération stratégiques correspondantes (dans la terminologie du 3ème Plan, les opérations stratégiques sont la

contre-partie des problèmes fondamentaux, ce sont des opérations dont la réalisation aurait pour effet une modification profonde de l'économie régionale), perspectives (esquisse d'un schéma de développement régional), annexes (découpages en zones homogènes, tableaux statistiques ...) le tout en une vingtaine de pages.

Nous avons effectué ces travaux, en collaboration avec les représentants locaux du Plan, pour la région administrative de l'Ouest.

- Depuis le 15 Novembre, les tâches du service de la planification se poursuivent dans une double direction :

- Il faut terminer la phase préparatoire : tableaux récapitulatifs et synthèse inter-régionale, tableaux de bord départementaux et régionaux, participation aux réunions de synthèse entre rapports sectoriels, rapports régionaux et rapports des groupes de travail spécialisés (finances statistiques, administration, commerce...) définition des opérations stratégiques retenues.

- Il faut aussi préparer la phase suivante (première phase de planification proprement dite de (Janvier à Mai 1970):

Types de documents et dossiers à préparer, méthodes de travail des commissions et groupes, mode d'établissement des objectifs, étude des moyens locaux, calendrier des réunions, contenu et présentation des rapports finaux etc...

III - PERSPECTIVES

1) La phase préparatoire terminée, les travaux de planification proprement dits commenceront en Janvier 1970 par les premières sessions des commissions régionales (15 Janvier -15 Avril 1970) et doivent se poursuivre jusqu'en Mars 1971. L'engagement actuel dans l'équipe de planification régionale de la Direction de la Planification rend nécessaire dans les mois à venir une participation à temps plein à ces travaux qui peuvent être schématiquement regroupés sous quelques rubriques :

a) Au niveau national :

- Définition des méthodes et instruments de travail des C.S.R.E.P. et des commissions régionales pour les première et deuxième phases : préparation des fiches, tableaux de bord, dossiers par secteurs et opérations stratégiques, types de commissions, groupes de travail, calendriers, etc...

- Etablissement des cohérences inter-régionales d'une part, entre objectifs et programmes nationaux (sectoriels et horizontaux) et régionaux d'autre part. A la fin de chacune des trois phases, l'équipe régionale a un important travail de synthèse à réaliser en collaboration avec l'Aménagement du Territoire.

b) Au niveau régional

- Formation et information des régionaux : des séances de travail, dans chacune des régions, devront permettre de former les régionaux aux méthodes des retenues au niveau national.

- Etude des moyens locaux de réalisation des programmes : moyens monétaires (privés, publics), crédit, investissement-travail, petites aides extérieures. Suivant la source de financement, l'étude se fera à Yaoundé pour l'ensemble du pays ou dans chaque région.

- Participation aux travaux des commissions et groupes de travail régionaux : préparation des dossiers, assistance au C.S.R.E.P. dans son rôle "d'homme orchestre".

Une telle orientation de notre travail futur vers des tâches d'assistance technique répond à une double nécessité :

-Serrer au plus près l'élaboration du Plan Camerounais pour en préciser les méthodes et aussi les fins et fonctions au sens que donnent les sociologues à ces deux mots. Seul l'engagement dans une équipe peut permettre d'influer sur le déroulement des opérations et de tester certaines propositions.

-Préparer les travaux ultérieurs d'analyse régionale : la participation à l'élaboration du Plan, outre qu'elle autorise des contacts nombreux avec des responsables locaux, devrait permettre une meilleure orientation de nos travaux futurs dans le sens d'une recherche appliquée.

Parallèlement, il sera nécessaire fin 1970 de présenter dans le rapport de fin d'année d'élève l'ensemble des réflexions et expériences réalisées sous une forme cohérente en cherchant avant tout à poser les problèmes entrevus à partir de l'expérience camerounaise de planification. Mais il sera

souvent difficile de donner dans un rapport scientifique personnel les résultats des travaux d'une équipe.

Il est du reste nécessaire de présenter quelques réserves sur notre position actuelle.

- 2) Il ne faut pas cacher que la situation présente ne peut apporter pleinement satisfaction à un chercheur débutant et les réserves que l'on peut formuler portent à la fois sur les conditions de travail et la façon d'aborder le thème.
 - a) Il s'agit moins des conditions matérielles de travail que du climat et de l'inorganisation de l'équipe planificatrice. Lors de notre première entrevue avec M. WINTER à Paris, en Février 1968, celui-ci n'avait pas caché que l'affectation éventuelle d'économistes de l'ORSTOM au CAMEROUN dépendait avant tout du caractère opérationnel de la réorganisation attendue du Ministère. Plus de six mois après cette réorganisation on peut se demander si cette condition est effectivement remplie : les structures mises en place sont d'un type parfaitement classique : directions, sous-directions, services, et certainement pas adaptées à l'élaboration d'un plan. Ce compartimentage est particulièrement contraignant pour la régionalisation puisque d'une part les membres du Service de la Planification Régionale, fréquemment en tournée, sont tenus à l'écart des autres travaux d'élaboration, d'autre part il crée des "groupuscules" de fait. L'absence d'un ou plusieurs coordonnateurs est fortement ressentie et présente un réel

danger pour l'avenir des travaux régionaux.

b) A ce climat quelquefois déprimant, il convient d'ajouter quelques réserves sur la façon dont nous avons été obligés d'aborder le thème, compte tenu de notre insertion dans les structures administratives locales.

Il est certain que la coïncidence entre notre arrivée au CAMEROUN et le début des travaux d'élaboration du 3ème Plan nous a conduit, un peu précipitamment à notre notre gré, à des tâches d'assistance technique pour lesquelles nous n'élisions pas entrés à l'ORSTOM. Cette situation n'est pas sans poser de problèmes, particulièrement au chercheur débutant qui a encore tout à prouver puisqu'il risque de passer aussi bien pour un piètre assistant technique soit qu'on le trouve trop dégagé des questions concrètes, soit que son inexpérience lui fasse commettre quelques erreurs, que pour un chercheur trop peu productif dont le travail scientifique aura subi quelques retards.

(On peut noter que le programme contenu dans le projet de Convention ne fait jamais référence au 3ème Plan, mais précise : "Les chercheurs de l'ORSTOM seront normalement consultés sur les questions relevant de leurs compétences et prendront part en qualité d'experts aux discussions et travaux du Ministère du Plan et du Développement se rapportant à l'objet de la présente Convention". La réalité est plus proche de la situation inverse : nous participons à l'élaboration du Plan - qui, bien sûr, comporte des

travaux méthodologiques - et accessoirement nous livrons à des travaux dits de recherche). De plus, sans préjuger des conclusions des expériences actuelles que l'on essaiera de présenter l'année prochaine, il semble que le caractère fondamental de la régionalisation au CAMEROUN soit pédagogique. La formation n'entraîne pas dans nos préoccupations lorsque nous avons été admis à l'ORSTOM.

Les perspectives sont cependant plus favorables puisque la collaboration d'un institut de promotion sociale permettra notre dégagement de ces tâches de formation et d'encadrement aux niveaux départemental et régional.

Pour toutes ces raisons nous souhaitons :

- La visite d'un professeur du Comité Technique à Yaoundé ;
 - La multiplication des contacts avec l'équipe travaillant en COTE D'IVOIRE.
-